***Prendre le temps du soin politique***

***Coronavirus et objection de croissance***

Bruno Frère

Bruno Frère est sociologue, maître de recherches du FNRS à l’Université de Liège.

Dans cet article, nous voudrions prendre le luxe de nous arrêter un instant dans le fracas et le tumulte du moment. Nous aimerions nous extirper, l’espace de quelques lignes seulement, du brouhaha médiatique à travers lequel certains sous-entendent déjà confusément qu’après « la crise », il faudra se dépêcher de relancer la domestication/destruction du monde de la nature et des êtres qui le peuplent à des fins de consommation massive, sans quoi *on risquerait de sonner le glas de la croissance.* Isabelle Stengers, dans un essai au titre presque prémonitoire – *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient* (2009) –, nous invitait à prendre le temps du *pharmakon*. Ce terme, issu de la tradition grecque, évoque *l’art de faire attention et de prendre soin*. Il peut faire office de *remède* s’il est manipulé avec patience et vigilance, ou de *poison* s’il est manipulé de façon expéditive, unilatérale et à de mauvaises fins. Tel est bien le paradoxe de notre situation actuelle. Comme l’indique aussi le sociologue Bruno Latour dans ses derniers essais[[1]](#footnote-1), notre monde aujourd’hui réagit violemment au traitement que lui inflige depuis un siècle notre modernité thermo-industrielle qui exploite à l’envi ses ressources naturelles et humaines : paupérisme, pandémies, tornades, désertifications et réchauffement climatique sont autant de réactions à un processus d’asservissement productiviste. La question devient donc : allons-nous à l’issue de cette crise trouver le moyen de *bien prendre soin* de cette terre et des êtres qui la peuplent ou allons-nous lui infliger un traitement exclusivement technoscientifique qui risque d’aggraver encore le mal ?

À l’heure actuelle, on peut craindre que, sans refonte profonde de notre imaginaire économique et faute d’une politisation réelle de problèmes à ce jour confinés dans l’ordre moral, la réponse à cette question reste négative. Mais tout espoir n’est pas perdu.

**De l’urgence de l’objection de croissance**

Commençons par la refonte de notre imaginaire économique. On aimerait que, troublés par ce phénomène, nos responsables se mettent enfin à l’écoute de ceux qui, depuis presque un demi-siècle (que l’on pense à A. Gorz, I. Illich ou S. Latouche hier, à J.-B. Fressoz, C. Bonneuil ou P. Charbonnier plus récemment) montrent le mirage d’une  « modernité économique » vectrice de « progrès ». Ils sont plus nombreux encore à affirmer aujourd’hui qu’il est urgent de renouer avec les pratiques alternatives (comme la permaculture) de petites exploitations paysannes, en lien direct avec les consommateurs et bien plus respectueuses des animaux. Cette agriculture paysanne-là, le productivisme – armé de sa technologie et d’intrants chimiques variés, tous plus « efficaces » les uns que les autres – l’a discréditée, renvoyée à une époque révolue, archaïque, voire rétrograde.

Pourtant, de changement de cap, on peut douter qu’il sera question si nous ne réagissons pas. Pour nous soigner des conséquences dramatiques de la crise sanitaire que nous rencontrons, la parole sera donnée à de nouveaux « experts » qui, sans davantage prendre le temps de ralentir pour réfléchir, vont proposer non pas de se passer de l’agro-industrie mais de la « perfectionner », grâce à « l’innovation » et aux  « nouvelles technologies des entreprises de l’avenir ». Des firmes pharmaceutiques vont certainement rapidement flairer le nouveau marché en suggérant par exemple la mise au point de nouveaux désinfectants ou de médicaments susceptibles de renforcer l’immunité au sein d’élevages industriels, grands vecteurs de virus de type Corona. D’autres vont certainement « innover » en envisageant les techniques de mutation génétique qu’il faudrait faire subir à tel ou tel animal pour qu’il ne puisse plus transmettre de virus à l’humain. Tout cela sans se rappeler naturellement, comme l’expérience Monsanto nous l’a pourtant enseigné, que sans principe de précaution élémentaire  « l’innovation » peut être dévastatrice humainement et écologiquement. On se souvient de tous ces paysans pauvres contraints chaque année de racheter leurs graines stérilisées à la multinationale. On se souvient aussi de l’apparition de mauvaises herbes et d’insectes résistants. À l’époque, on s’est résigné « à édicter quelques règles visant à diminuer la probabilité d’apparition de ces insectes, et à espérer que les agriculteurs concernés obéiront à ces règles qui leur compliquent la vie et diminuent les bénéfices escomptés, et cela non pour une période transitoire mais en permanence. Puisqu’interdire les OGM de Monsanto serait une mesure disproportionnée, il n’y avait pas d’autres choix envisageable »[[2]](#footnote-2) *Vous voulez décourager les entrepreneurs et l’innovation ?* asséna-t-on aux faucheurs volontaires qui, par leur geste de désobéissance civile, osaient rester dans le doute.

Dans notre modernité avancée, « la libre Entreprise a conquis le droit de ne pas *faire attention*, et a renvoyé à l’État la charge de gérer les risques »[[3]](#footnote-3). C’est à lui qu’il reviendra de prendre en charge les conséquences dramatiques sur l’environnement que pourraient avoir ces insectes super résistants, d’indemniser les paysans appauvris par la stérilisation des graines, ou encore de « gérer » les conséquences d’une pandémie mondiale due à l’agro-business ou à la déforestation. Car si pour le coronavirus, l’origine est encore incertaine, les biologistes ont depuis un certain temps établi que la destruction des forêts pour satisfaire les appétits de l’industrie du bois ou des promoteurs immobiliers rapprochaient divers animaux (pangolins, chauves-souris, etc.) des humains, favorisant la transmission de virus d’une espèce à une autre. Et, je l’évoquais plus haut, le mono-élevage industriel, incitant à la reproduction d’animaux clones les uns des autres[[4]](#footnote-4) et rassemblés dans des espaces très confinés, favorise également le développement et la transmission de virus très robustes, jusqu’à l’humain qui les élève (comme l’ont démontré les précédentes épidémies de SRAS, H1N1)[[5]](#footnote-5).

Après la covid-19, le risque réel existe que nous ne prenions pas davantage le temps des précautions car il faudra continuer à produire et élever brutalement, massivement, de sorte à maintenir le PIB… Envisager de manipuler vertueusement le *pharmakon* serait apprendre à s’inquiéter réellement de notre terre, quitte à remettre radicalement en question notre modèle économique qui, arguant d’une nécessaire croissance, se réfugiera toujours derrière les technosciences (qui n’ont plus rien à voir avec la Science, publique) pour assurer qu’il reste possible de continuer *business as usual*.

Manipuler vertueusement le *pharmakon*, serait aussi remettre au centre le traitement démocratique du problème pandémique, à ce jour envisagé sur le plan de la seule morale. À l’arrivée du virus, r*esponsabilité individuelle* et *solidarité compassionnelle* furent très vite les deux vertus jugées nécessaires et suffisantes pour nous permettre de sortir de la tourmente. Or à plus d’un égard, on peut avoir l’impression que l’insistance sur ces deux vertus morales joue aussi le rôle de voiles pudiques jetés par nos responsables et les médias sur les questions qui fâchent et qui divisent, précisément parce qu’il en retourne de questions éminemment politiques au sujet du projet de société qui est le nôtre, à nous autres qui nous pensons « modernes ».

**Soigner par le politique, au-delà du soin compassionnel**

Envisageons d’abord ce que nous appelons ici la *morale compassionnelle*. Nécessaire, elle peut aussi s’avérer être un *pharmakon* empoisonné si elle est utilisée seule.

Dans un élan de solidarité humaine remarquable, nous applaudissons tous régulièrement depuis nos balcons celles et ceux qui tous les jours risquent leur santé à soigner les malades atteints de la covid dans les hôpitaux et dans les maisons de retraite. Quoi de plus rassurant pour l’avenir de nos sociétés dites individualistes que de voir resurgir cette sollicitude à l’égard du personnel soignant qui, pour nous, prend des risques ? Ce qu’il fait est admirable, personne n’en disconviendra. Certains ont, à raison, suggéré de joindre aux destinataires de leurs applaudissements toutes ces autres professions indispensables qui, des éboueurs aux caissières des grands magasins, sont celles qu’on laisse aux populations « ethnicisées », traditionnellement méprisées par le reste du corps social. Et c’est vrai, une sorte de *solidarité primaire* comme disent les sociologues (immédiate, chaleureuse, émotionnelle et presque palpable depuis nos balcons) se trouve rappelée et renforcée par l’action courageuse de ces héros du quotidien.

Mais remplir l’espace public de cette émotion, c’est aussi réduire la place que nous devrions consacrer aux débats démocratiques sur l’urgence du renforcement de *la solidarité secondaire*. Cette solidarité secondaire est celle que les démocraties occidentales ont été contraintes, sous la pression de luttes sociales, de mettre en place progressivement de la fin du XIXe siècle aux Trente glorieuses. Santé, instruction gratuite, sécurité sociale, allocation de vieillesse, de handicap ou de chômage, congés payés, etc., font partie de ces dispositifs propres à la solidarité secondaire. Celle-ci est d’un niveau supérieur, public et transversal. Et elle ne dépend plus de la bonne volonté des proches, parents, amis, médecins ou infirmières dévoué·e·s. Elle est, comme on dit, institutionnalisée. Or cette solidarité-là est celle que précisément nos gouvernements, sous prétexte de  « bonne gouvernance », travaillent à « rationnaliser » et donc à amenuiser depuis une trentaine d’années à coup de « réformes nécessaires ». Car rationalisation rime toujours avec diminution et restriction, jamais avec  « refinancement » d’un secteur, par exemple par le biais de taxes sur les transactions financières ou sur le capital.

Les gouvernements Michel I et II (qui comptaient notre première ministre actuelle comme ministre du budget) évoquaient ainsi le « manque d’efficience » et la « surcapacité de l’offre » pour justifier les coupes draconiennes dans le domaine de la santé (902 millions d’euros) susceptibles de contribuer à « l’équilibre budgétaire » digne d’une « bonne gouvernance ». Ce fameux équilibre est traditionnellement exigé par la Banque centrale européenne (BCE) car les banques qui ont prêté aux États veulent s’assurer du remboursement effectif de ces dettes mais aussi, et surtout, de leurs dividendes. Et alors même que d’aucuns, comme au sein du Club de Rome, rêvaient encore il y a peu de banques dirigées par des élus du peuple, aujourd’hui, ces derniers répondent aux injonctions d’un secteur bancaire complètement privatisé. Dans un projet de société démocratique, le politique contrôle l’économique. Aujourd’hui, c’est l’inverse qui se passe. L’économie, s’étant affranchie de tout contrôle démocratique, conduit les plus progressistes de nos représentants à la résignation : « *Que voulez-vous ? Nous n’avons pas le choix, il faut bien faire des économies, se montrer pragmatique et se soumettre à la nécessité : réduisons les dépenses, privatisons les secteurs publics rentables et appelons-en à la charité de généreux donateurs privés* *pour le reste*. » En un mot comme en cent : renonçons à organiser démocratiquement la solidarité (secondaire) et espérons que la solidarité privée (primaire), celle d’individus dévoués ou des fondations philantropiques de Total ou Microsoft, sera suffisante pour alléger les souffrances des plus précarisés qui ne pourront pas se payer les assurances requises.

L’héroïsation isolée de celles et ceux qui assurent les services fondamentaux permet de ne pas traiter avec soin ces questions. On omet qu’il est aussi de notre responsabilité collective d’élever le débat au niveau politique. Il est peut-être temps de se rappeler que si nos démocraties fonctionnent encore un peu c’est bien davantage grâce aux *premiers de corvées* que grâce aux *premiers de cordées* aux fonctions sociales inutiles, voire nocives. Mais y aura-t-il quelqu’un après cette crise pour rappeler publiquement que les éboueurs, les caissières ou les infirmier.e.s sont aussi les travailleurs et travailleuses les plus mal payé·e·s, souvent d’origine étrangère pour les uns, femmes pour les autres ? Y aura-t-il quelqu’un pour rappeler que les pompiers new-yorkais, ovationnés lorsque les tours du World Trade Center se sont effondrées, ont été presqu’aussi vite oubliés et sont restés au bas de l’échelle des salaires ? Va-t-on réellement se demander qui mérite quoi dans cette société qui, jusqu’à présent, fait la part belle à ceux qui s’enrichissent sans travailler, en se contentant « d’investir » l’argent accumulé grâce au labeur d’autrui ? Se contentera-t-on de décerner une médaille aux héros ou ferons-nous usage du *pharmakon* pour nous soigner de l’exploitation de la terre et des classes sociales subalternisées ? Évoluerons-nous vers un monde où, par le truchement de nouveaux mécanismes de solidarité secondaire, les entrepreneurs les plus « *successful »* restitueront au réseau gigantesque de ressources naturelles et humaines à l’origine de leur colossale fortune, une partie de la richesse qu’ils leur ont dérobée ? Ou persisterons-nous, bille en tête, à poursuivre la croissance de leurs profits, sans remettre en question le *vol sur lequel repose leur capital* comme disaient jadis les anarchistes[[6]](#footnote-6) ? Car, qu’il s’agisse du vol infligé à la terre ou de celui que l’on inflige aux humains (et animaux) travailleurs, sans jamais se sentir redevable ni à l’égard de l’une ni à l’égard des autres, il en retourne finalement de la même chose.

**De l’insuffisance de la responsabilité individuelle**

Envisageons à présent le second volet de l’impasse morale dans laquelle le climat ambiant nous conduit. Celui que nous avons qualifié de *morale de la responsabilité individuelle*. Ici encore, utilisée seule pour contrer la covid, c’est à dire sans écho politique et collectif, elle peut relever de l’usage nuisible du *pharmakon*. Car à aucun moment ceux qui ont pensé les mesures de confinement d’abord, et ceux qui ont dressé les procès-verbaux à l’encontre des contrevenants ensuite, n’ont posé le problème en prenant la mesure de ce que l’on pourrait appeler, en paraphrasant Paul Ricoeur, un *soupçon sociologique élémentaire*.

Il s’est toujours trouvé des citoyens zélés pour accompagner les mots d’ordre du pouvoir en condamnant sur les réseaux sociaux ici et là quelques bandes de jeunes « inconscients » aperçus regroupés dans tel ou tel parc public. Dans ces dénonciations publiques des « irresponsables » et dans la bouche même de ceux qui nous dirigent, on a rarement pu entendre qu’il est presque impossible de respecter le confinement lorsque l’on vit à plus de six dans 50 m2, pas toujours salubres, sans jardin ni terrasse, et parfois même sans papiers. Sortir travailler est une nécessité vitale pour celui ou celle qui, pour survivre, n’a que le liquide que lui rapporte son travail *au black*. Les amendes sont tombées, sans distinction de classes sociales ou d’origine, sans qu’à aucun moment on ne se soit posé la question de savoir si telle ou telle bande issue de tel ou tel ou tel quartier défavorisé bruxellois avait vraiment choisi d’attendre du travail sur le trottoir ou de passer du temps de confinement dans un parc public plutôt que dans le jardin d’une grande propriété privée à Rhode-Saint-Genèse. Soumis au devoir de responsabilité individuelle morale, nous sommes incités ici encore à ne pas faire usage démocratique du *pharmakon*, et, en somme, à ne pas *prêter attention* à ces problèmes sociaux dont la résolution réelle n’incombe en définitive pas d’abord à l’action morale mais bien à l’action politique.

Le plus précaire reste montré du doigt. Irresponsable face au coronavirus, il l’est aussi dans sa vie personnelle, faute d’avoir été suffisamment « entrepreneur de lui-même » lui rappellera-t-on. On va en revanche, toujours en éludant la question politique, louer l’engagement moral des multinationales Total, L’Oréal, Danone ou Hermès dans la « guerre » contre le virus. Ces entreprises ont, en effet, annoncé refuser les aides de l’État en France, au prétexte qu’elles sont éminemment conscientes que de plus petites entreprises, ne disposant pas d’une trésorerie suffisante, en auront davantage besoin… Que l’on puisse avoir imaginé qu’il soit possible d’utiliser les impôts des citoyens pour sauver des entreprises dont ils ne voient en temps normal jamais la couleur des dividendes interpelle déjà. Mais que l’on s’extasie devant celles qui refusent de telles aides laisse carrément interdit. Merveilleux élan de solidarité ? On peut en douter, le capitalisme ne pouvant jamais se doter d’une morale que par surcroît, pour voiler l’exploitation des ressources humaines et naturelles dont dépend fondamentalement l’extraction de la plus-value. Non, les quatre multinationales ont, en réalité, bien saisi le message du ministre des affaires économiques : les entreprises qui mobiliseront les aides de l’État ne pourront pas rétribuer leurs actionnaires pour 2020. Si d’aventure, toutes les entreprises du CAC 40 se mettaient à remettre en question le paiement des dividendes, ce sont quelque 18 milliards d’euros qui seraient libérés. Dès lors que l’on sait que ces dividendes servent surtout au réinvestissement dans l’économie financiarisée, dans l’immobilier privé ou dans le marché du luxe – autrement dit dans l’enrichissement personnel[[7]](#footnote-7) et pas dans l’économie réelle – on comprend que les conseils d’administration de ces multinationales préfèrent se passer des aides publiques. Ils peuvent du reste ne pas s’inquiéter pour l’avenir. Sous prétexte de maintenir l’emploi, tout sera certainement mis en œuvre après la crise pour aider le secteur immobilier, l’agro-industrie, mais aussi l’industrie aérienne, l’industrie pétrolière… ou celle des bateaux de croisières qui, après une brève disparition, reviendront noircir les eaux de la lagune vénitienne, assurant le redressement de la  « croissance » du secteur du tourisme italien. La BCE a déjà libéré 750 milliards…

Faire porter l’opprobre sur le comportement individuel tout en magnifiant le remarquable sens des responsabilités des grandes enseignes, c’est aussi nous rappeler au mot d’ordre de la croissance. Le comportement individuel qui convient est celui du consommateur, pas celui qui voudrait faire usage politique du *pharmakon* :« *Ne sortez plus ! Mais consommez, il y va de votre contribution au maintien de la croissance* ». Alors que le confinement est en train de nous apprendre l’inanité d’un grand nombre de biens superflus, le marketing se rappelle à nous partout (sur nos écrans, dans la rue…) comme pour s’assurer que nous n’oublions pas qu’il faudra répondre présent lorsqu’il faudra « relancer la croissance ». Les messages de nos responsables que l’on retrouve dans les discours des « annonceurs » s’entrechoquent : « *restez chez vous* », « *prenez soin de vous, et des autres* »… mais n’oubliez pas d’acheter toutes ces choses inutiles que nous vous suggérons pour vous aider à passer le cap du confinement.

**S’immuniser des mots du pouvoir**

Si nous voulons éviter de nous tromper d’antidote, manipuler vertueusement le *pharmakon*, implique donc au préalable de s’immuniser de toute une série de *mots du pouvoir*[[8]](#footnote-8)par le truchement desquels on prétend bien souvent apporter des soins qui peuvent s’avérer toxiques.

L’impératif d’« **innovation** » compte parmi ces mots. Initialement si prometteur, il semble avoir pris l’imaginaire de tous au point de devenir un *leitmotiv*, voire un mot d’ordre. C’est bien l’économie de l’innovation et sa glorification à outrance dans l’espace public qui ont permis à Monsanto de développer ses herbicides en dehors de tout contrôle démocratique. Les risques et les conséquences de ses manipulations génétiques n’ont pas fait l’objet d’une réflexion collective et politique quelconque, si ce n’est dans les marges obscures de ces groupes que l’on a eu tôt fait de qualifier d’écologistes « radicaux » et « déraisonnables ». Comme pour toutes les industries, si risques il y a, ils seront toujours bien assumés par la collectivité, les actionnaires et investisseurs n’étant pas là pour assumer quoique ce soit, mais bien pour financer l’*innovation* et accessoirement toucher les profits escomptés nous rappellerons les gens raisonnables. Et rentables les organismes génétiquement modifiés (OGM) le sont assurément : Monsanto a bénéficié « *en fait directement de la prolifération de ‘super-mauvaises herbes’ (superweeds) devenues résistantes à son herbicide Round up, c’est à dire exigeant des doses dix ou vingt fois plus élevées de ce produit, qui n’a pas du tout, d’autre part, l’innocuité annoncée. Mentir d’abord, affirmer que c’est trop tard ensuite, et recouvrir le tout par une morale de l’inéluctable, ‘on n’arrête pas le progrès’, voilà ce que demande la liberté d’innover* »[[9]](#footnote-9). Aujourd’hui, qui sait où nous mènerons les innovations technoscientifiques de l’agro-industrie qui prétend avoir tiré les leçons de la pandémie ?

Autre mot du pouvoir pesant sur nous telles les tables de la loi sur le peuple hébreu, et qui, pris pour *pharmakon*, fait figure de placébo : **l’entreprenariat**. Sur toutes les lèvres aujourd’hui, au point qu’on le voit même, dans le beau monde socio-culturel, s’enorgueillir du qualificatif de « social », l’entreprenariat se présente comme le vecteur de toutes les solutions aux maux de l’humanité. Il ne doit souffrir d’aucun débat. La figure de l’Entrepreneur, *audacieux*, *créatif*, *premier de cordée,* est là pour nous rappeler que nous ne devons pas nous occuper de ce qui n’est pas supposé nous regarder. Silence ici, on innove ! Ainsi n’a-t-on pas pu contester « le droit d’entreprendre » de Monsanto, alors que ses OGM risquaient bien d’accélérer la prolifération d’insectes résistant et de rendre dépendants des générations de paysans pauvres.

L’entrepreneuriat serait même la solution ultime à ce que l’on présente comme les déficits de l’État providence ou comme les déficits des personnes. Depuis quelques décennies nous avons vu ces évidences nouvelles s’imposer, écrit encore I. Stengers : « *Nous avons entendu, d’abord en riant, puis avec incrédulité, puis avec un sentiment terrible d’impuissance, des voix toujours plus nombreuses ânonner que le progrès social ne saurait être que la retombée automatique d’effets du développement économique qui ne doit pas être contrôlé ; quitte à ce que l’on apprenne simultanément aux plus pauvres à s’armer d’une infinie patience pour en attendre les bénéfices, en bout de chaîne … Même eux devaient apprendre à se méfier de ce qui avait été autrefois conçu pour les aider à s’en sortir : ce serait la vraie raison in fine de leur pauvreté, de leur difficulté à s’en sortir, parce que cela les aurait ‘déresponsabilisés’* »[[10]](#footnote-10). Même eux devraient apprendre à devenir leurs propres patrons et attester de leur « activation » pour sortir du chômage, même si leur (auto)entreprise consiste à s’épuiser sur un vélo 7 jours sur 7 en sous-traitance de Deliveroo pour des revenus plus que médiocres et sans couverture sociale aucune.

Réapprendre à faire attention, avec I. Stengers et nos ancêtres grecs, c’est peut-être ici s’inquiéter des tenants et des aboutissants collectifs de l’entrepreneuriat auquel il est aujourd’hui donné un blanc-seing tout idéologique.

Enfin au gré des lignes de ce texte, nous avons encore pu voir combien un dernier *mot du pouvoir* révélait encore sa teneur totalitaire : la **gouvernance**. Nos responsables s’inquiètent moins des comptes qu’ils devraient rendre en permanence sur leurs choix stratégiques aux citoyens que nous sommes, que des comptes qu’ils ont à rendre aux agences de notations qui se prononcent régulièrement sur l’état de la croissance de l’État belge et de ses entités fédérale et fédérées. *« La confirmation de notre notation et la reconnaissance de notre bonne gouvernance budgétaire nous aideront pour la gestion de l’après crise, qui nécessitera des investissements et des réformes permettant la relance des activités »*[[11]](#footnote-11) affirme ainsi, confiant, un élu espérant que le rang Aa3 généreusement accordé par Moody’s à la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) va pouvoir être conservé après la pandémie. La gouvernance dit plus que jamais son nom : « *elle traduit la destruction de ce qui impliquait une responsabilité collective quant à l’avenir, c’est à dire la politique. Avec la gouvernance, il ne s’agit plus de politique, mais de gestion et d’abord de gestion d’une population qui ne doit pas se mêler de ce qui la regarde*»[[12]](#footnote-12), qu’il s’agisse des mesures anti-démocratiques prises pour gouverner la crise, de celles prises pour relancer la « croissance » ou pour favoriser l’entreprenariat et l’innovation, l’un et l’autre dussent-ils nous coûter en matière de réchauffement climatique et de risques pandémiques futurs.

**Faire monter en puissance**

La crise du coronavirus exprime la crise écologique et sociale. Elle en est même le duplicata sanitaire. Elle agit comme un révélateur de la recherche forcenée de croissance, laquelle ne peut intrinsèquement pas devenir « verte » comme on l’entend parfois. Produire de la viande impliquera toujours de déboiser et de tolérer d’importants dégagements de gaz. Et, exemple classique, une voiture électrique exigera toujours pour être construite des ressources colossales (sans parler du liquide toxique non recyclable contenu dans ses batteries). Les « annonceurs », s’ils nuancent leurs propos, vont nous dire de consommer *mieux*, certainement pas de consommer *moins*. Ils peuvent profiter des exhortations à culpabiliser et à faire ce que l’on peut à « notre petite échelle », que ce soit pour le coronavirus (par exemple offrir des masques, faire un don à un hôpital) ou pour l’environnement (trier ses déchets, ne plus faire usage de sacs plastiques, passer au véhicule électrique). Du moment que l’on ne renonce pas aux voitures, aux smartphones et aux voyages en avion dont nous sommes si friands. Tous ces petits gestes sont autant d’élans moraux qui permettent de ne pas politiser le débat et qui conduisent, seuls, à faire un usage du *pharmakon* qui risque bien d’empoisonner encore davantage le corps social.

Cependant, en faire un usage vertueux, qui n’en fasse pas en poison ou un placebo, est peut-être en ce moment plus que jamais possible. Si l’on a pris soin de s’immuniser de ses usages néfastes, on peut prendre ensuite le temps de se tourner vers l’ensemble de ces émergences qui, des Zones d’Autonomies à Défendre au mouvement des squats autogérés en passant par les syndicats paysans[[13]](#footnote-13) ou par les militants de longue date d’ATTAC, sont occupées à travailler de nouveaux rapports non productivistes aux territoires et à leurs occupants. Ce sont à ces émergences qu’il convient aujourd’hui de prêter attention afin de les aider à monter en puissance. Certes, les forces conservatrices se manifesteront. Prendre soin de la terre au point de remettre en question nos modes d’élevage, la destruction de l’habitat forestier de nombreuses espèces et les échanges internationaux ? Refinancer la santé et la sécurité sociale en allant chercher l’argent où il se trouve à savoir chez les annonceurs, les investisseurs et les actionnaires ? Interdire la publicité pour ces dangereux SUV, véritables tanks ultra-polluants lancés à toute allure sur nos routes pour des raisons de santé publique ? « *Vous n’y pensez pas ! N’oubliez pas que nous sommes engagés dans une compétition dont dépend notre prospérité »,* s’exclameront les experts*.* «*De notre consommation et de leurs investissements dépend la croissance* ! » Ainsi que la prochaine crise ? …s’amuseront les plus cyniques.

Mais aujourd’hui, et bien au-delà des ZAD, les lignes bougent, quoiqu’espèrent les experts à longueur d’intervention. La crise actuelle semble avoir fait naître dans la population une méfiance à l’égard des promesses technoscientifiques et une soif de démocratie quant à la construction du monde d’après. Les professions subalternes elles-mêmes donnent de la voix bien au-delà des honneurs moraux qu’on leur promet. Durant le confinement, une multitude de populations hétéroclites se sont mis à consommer dans les circuits courts, défiant par là-même l’agro-industrie. Et de son plein gré, la grande majorité de la population belge – sauf dans les cas de nécessité évoqués – a respecté les gestes barrières *pour protéger* *les autres* sans qu’il n’y ait besoin d’une quelconque force coercitive. Un tel sens des responsabilités mutuelles, a même parfois rendu ridicules les mesures liberticides et infantilisantes prises par notre gouvernement.

Il y a donc de quoi garder espoir. Car voici en somme autant d’usages vertueux du *pharmakon* qui aideront peut-être à venir à bout de la maladie de croissance dont souffre notre « modernité ».

1. B. Latour, *Face à Gaïa* (Paris, La Découverte, 2015)et *Où atterrir ?* (Paris, La Découverte, 2017). [↑](#footnote-ref-1)
2. I. Stengers, *Au temps des catastrophes,* Paris, La découverte, 2009, p. 52. [↑](#footnote-ref-2)
3. *Ibid.,* p. 137. [↑](#footnote-ref-3)
4. . alors que la variation génétique offre justement une barrière à la transmission de virus. [↑](#footnote-ref-4)
5. R. Wallace, *Big Farms Make Big Flu: Dispatches on Infectious Disease, Agribusiness, and the Nature of Science*, New York : Monthly Review Press, 2016. [↑](#footnote-ref-5)
6. P.J. Proudhon, *Qu’est-ce que la propriété ?,* Paris, Garnier-Flammarion, 1966 (1840). [↑](#footnote-ref-6)
7. L. Boltanski et A. Esquerre*, Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard, 2017. [↑](#footnote-ref-7)
8. P. Durand P., dir, *Les nouveaux mots du pouvoir,* Bruxelles, Aden, 2007. [↑](#footnote-ref-8)
9. I. Stengers, 2009, p. 30. [↑](#footnote-ref-9)
10. I. Stengers et P. Pignarre*, La sorcellerie capitaliste*, Paris, La découverte,2005, p. 99. [↑](#footnote-ref-10)
11. https://www.rtbf.be/info/economie/detail\_coronavirus-la-note-de-l-agence-moody-s-pour-la-fwb-une-bonne-nouvelle-avant-l-impact-du-covid-19?id=10476568 [↑](#footnote-ref-11)
12. I. Stengers, 2009, p. 44. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les sans-terre au Brésil, la confédération paysanne en France, etc. [↑](#footnote-ref-13)